



Paris, le 3 mars 2023

Le 7 mars, mettons les rédactions à l'arrêt... et le 8 mars on continue !

Le gouvernement veut imposer la retraite à 64 ans. Un relèvement progressif de l'âge de départ jusqu'en 2030, et une accélération de l'allongement de la durée de cotisation à 43 ans. Selon le président de la République et le gouvernement, c'est la seule voie pour financer les retraites.

Pourtant, le Conseil d'orientation des retraites dans son dernier rapport indique que « si le solde global du régime risque de se dégrader faiblement et de manière contrôlée après 2023, il reviendrait à l'équilibre à 2030 » et que la part des dépenses en matière de retraites dans le PIB « resterait stable voire diminuerait entre 2021 et 2070 ».

Cette réforme, si elle passe, aggravera la situation d'une majorité de la population et en particulier celle des plus précaires, qui n'auront pas 43 ans de cotisation. De nombreuses femmes, en particulier celles qui ont vécu des interruptions de carrière, seront encore plus pénalisées qu'aujourd'hui.

Allonger le temps de travail coûtera chaque année des milliards d'euros à la collectivité, pour indemniser le chômage des seniors, les arrêts-maladies, les accidents du travail et les invalidités qui se multiplieront. Et cette réforme rendra encore plus difficile l'accès à l'emploi pour les jeunes.

Concernés autant que d'autres catégories de salariés par une réforme qui tend à rendre inaccessible la retraite à taux plein, les journalistes ne doivent pas rester spectateurs de ce raz-de-marée social, alors que les carrières dans la profession sont de plus en plus morcelées, précarisées, interrompues prématurément.

Après les grosses journées d'action des 19 et 31 janvier, des 7, 11 et 16 février, le Syndicat national des journalistes (SNJ), membre de l'Union syndicale Solidaires et premier syndicat de la profession, appelle les journalistes et les salariés des médias à amplifier la mobilisation.

**Ce mardi 7 mars, soyons encore plus nombreux dans la rue, et en grève.
Mettons les rédactions à l'arrêt !**

Contre ce projet de réforme inutile et injuste, mais aussi pour défendre le pouvoir d'achat des salariés, mis à mal par une inflation inédite. **Exigeons la hausse de nos salaires aujourd'hui, parce qu'ils sont nos retraites de demain.**

Et le mercredi 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, mobilisons-nous de nouveau massivement pour rappeler à toutes et tous l'injustice et les inégalités spécifiques que subissent les femmes avec ce projet de réforme des retraites !